

## L



**LABOUREUR (M.).** — Voy. RAULIN (De).

**LABROSSE (M. Jean), Député du département du Var.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).  
= Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 139).

S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 807).

**LACOSTE (M. Robert), Député du département de la Dordogne.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).  
= Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (*ibid.*).

**Dépôts :**

Le 20 décembre 1945, une proposition de loi tendant à instituer un office national interprofessionnel des engrais et amendements, n° 157.  
— Le 2 avril 1946, une proposition de loi tendant à fixer le mode de recouvrement des cotisations des syndicats de planteurs de tabac indigène, n° 836.

**Interventions :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : ECONOMIE NATIONALE : En qualité de *rapporteur* (A. de 1945, p. 485) ; DISCUSSION GÉNÉRALE DU BUDGET : *Travaux et équipement industriel* (p. 558) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission des affaires économiques : *Donne lecture de son rapport* (A. de 1946, p. 1015).

**LACROIX (M. Marius), Député du département de l'Aude.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).  
= Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138).

**Dépôt :**

Le 23 novembre 1945, une proposition de loi tendant à réaliser la socialisation des assurances, n° 13.

**Interventions :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'exercice 1946 : en qualité de *Rapporteur spécial*

*pour la Marine: Donne lecture de son rapport (A. de 1945, p. 694); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'exercice 1946: en qualité de Rapporteur: donne lecture de son rapport (p. 1394); FRANCE D'OUTREMER: Donne lecture de son rapport (p. 1441); — du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances: Discussion générale (p. 2142); Art. 2: Son amendement (p. 2170); le retire (ibid.); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 2205).*

### LACROIX (M. Maurice), Député du département de la Seine (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre: de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139).

#### Dépôts :

Le 23 novembre 1945, une proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à prévoir pour les chefs de famille des avantages égaux à ceux qui sont accordés aux contribuables sans enfant, n° 19. — Le 19 février 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de résolution de M. Jean Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à majorer le taux des heures supplémentaires pour les cours complémentaires dans les facultés, n° 445. — Le 21 février 1946, un rapport au nom de la Commission d'enquête chargée d'examiner les opérations électorales du département d'Oran (collège des électeurs français musulmans non citoyens), n° 477. — Le 23 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur le projet de loi relatif à la prorogation des pouvoirs du Comité permanent du Conseil supérieur de l'Education nationale, n° 738. — Le 13 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'Education nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur le projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'Education natio-

nale et aux Conseils d'enseignement, n° 1023.

— Le 24 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Gouvernement provisoire de la République à ratifier les amendements à la constitution de l'organisation internationale du travail adoptés par la 27<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du travail, n° 1185.

#### Interventions :

Ses rapports au nom du 6<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales: du département de l'Oise (A. de 1945, p. 27); du département d'Oran (Collège des électeurs français musulmans non citoyens (p. 81). — Prend part à la discussion du rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante: *Ses observations sur l'article 21* (p. 110). — Est entendu sur la déclaration ministérielle présentée par M. le général de Gaulle (p. 124). — Intervient au cours de la discussion de son rapport sur les opérations électorales du département d'Oran (Electeurs français musulmans non citoyens) (p. 140). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au vote du projet de budget pour l'Exercice 1946: *Son amendement à l'article 2* (p. 209); *Le retire* (ibid.). — Est entendu au cours de la discussion des conclusions du rapport de M. Curabet sur les opérations électorales dans le département du Cantal [Invalidation de M. Camille Laurens]: *Motion de M. Parent tendant à interdire la qualité de parlementaire aux porteurs de francisque* (p. 265). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils): EDUCATION NATIONALE: *Discussion générale: Réforme de l'enseignement supérieur* (p. 570); — du projet de loi modifiant et complétant la loi du 12 décembre 1945 relative au vote du projet de budget pour l'Exercice 1946: *Son amendement à l'article unique* (A. de 1946, p. 219); *Ses explications de vote* (p. 221). — Est entendu, eu qualité de *Rapporteur*, lors de la discussion de ses conclusions sur les opérations électorales du département d'Oran (Collège des électeurs français musulmans non citoyens) (p. 465). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant amnistie applicable en Algérie: *Discussion générale* (p. 504); des propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des droits: Art. 14: *Amendement de*